

Les Indiens du rio Xié et la fibre de la forêt

L'histoire du Brésil a été marquée dès ses origines par l'extractivisme. Le nom de « Brésil » dérive d'ailleurs de *pau-brasil*, ou « bois de braise », première espèce recherchée par les Européens. Sous les ordres des commerçants portugais, des corsaires hollandais, français ou anglais, les Indiens tupinamba furent enrôlés dans l'exploitation de cet arbre de la forêt atlantique. Mais, lié à l'expansion d'une économie de marché, l'extractivisme est loin de n'avoir concerné que le Brésil. Il est aussi très présent dans l'histoire d'autres régions d'Amérique, d'Afrique ou d'Asie aux ressources et aux peuples jusqu'alors inconnus. Son développement est allé de pair avec une déstructuration des populations locales. En Amérique du Nord, par exemple, le commerce des fourrures a été l'un des épisodes les plus dramatiques de l'histoire de l'expansion économique européenne dans le Nouveau Monde (WOLF, 1987).

En Amazonie brésilienne, le développement de l'extractivisme, moteur d'« un mécanisme d'occupation de nouvelles terres et de leur intégration, ou plutôt de leur soumission, à une économie de marché » (OLIVEIRA FILHO, 1979), s'assimile à une frontière mouvante, toujours reculée. L'exploitation de certains produits, comme le cacao durant la période coloniale ou le caoutchouc à partir des années 1850-1860, a marqué tant l'histoire régionale amazonienne que l'histoire nationale (ALDEN, 1974 ; SANTOS, 1980) ; à son apogée, le caoutchouc était en effet le deuxième produit d'exportation brésilien, juste après le café.

La force de l'économie du caoutchouc a été telle qu'elle a provoqué dans l'historiographie amazonienne une étroite association entre extractivisme et caoutchouc, économie régionale et production de latex. Les multiples

autres produits issus de la forêt (cacao, noix du Brésil, *balata*, *sorva*, bois de rose, *copaiba*, *andiroba*, *puxuri*, salsepareille, *piçaba*, etc.) ont été oubliés alors qu'ils ont, eux aussi, façonné l'histoire et l'économie régionales et imprimé chacun leur marque dans les sociétés indigènes. En fait, pour de nombreux peuples amazoniens, le premier contact avec la société nationale s'est fait par l'intermédiaire de l'entreprise extractiviste. En témoignent les travaux de WAGLEY et GALVÃO (1955), MURPHY (1960), CARDOSO DE OLIVEIRA (1964).

Dans certaines régions reculées d'Amazonie, comme celle du haut rio Negro, c'est l'histoire de l'extractivisme qui permet de comprendre les dynamiques sociopolitiques actuelles. L'histoire des Werekena et des Baré du rio Xié, à la frontière du Brésil, de la Colombie et du Venezuela, qui pratiquent toujours l'extractivisme, en est un bon exemple. Malgré des conditions de semi-esclavage qui se perpétuent, ces Indiens exploitent toujours la *piçaba* (fibre du palmier *Leopoldinia piassaba*, employée dans la fabrication de balais) et le *cipó-titica* (racines aériennes d'Aracées, utilisées en vannerie), car ces deux produits constituent encore de nos jours leur seule source de revenus et leur unique possibilité d'acquisition de biens manufacturés (MEIRA, 1993).

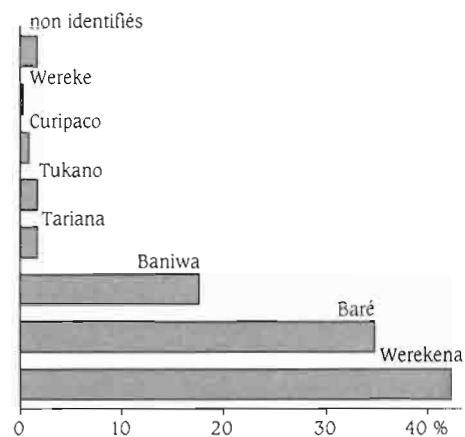
Les Indiens du rio Xié

La population des abords de ce fleuve de deux cents kilomètres de long se compose d'environ six cents habitants, qui appartiennent à différents groupes ethniques (fig. 1). Les *malocas* (anciennes habitations collectives), abandonnées depuis plus de trois générations, ne subsistent plus que dans la mémoire des anciens. Aujourd'hui les villages, des maisons de pisé avec une chapelle catholique ou protestante, éventuellement une école et un poste de santé, sont devenus des *comunidades*, selon le terme imposé d'abord par les missionnaires catholiques puis repris par les protestants.

À la tête de chaque communauté se trouve un *capitão*. Cet homme, en général âgé, est davantage un coordinateur ou un intermédiaire qu'un chef : sa tâche est de veiller à l'organisation et à l'exécution des travaux communautaires. Les médiations et contacts avec les Blancs passent aussi par lui, bien que ce rôle ait tendance depuis peu à être pris en charge par les jeunes responsables des mouvements indigènes.

Les rapides de Cumati sur le rio Xié forment une limite nette entre catholiques et protestants. En aval, on trouve les communautés protestantes de Cumati, Nazaré, Yoco, Campinas et Vila Nova qui regroupent environ

Fig. 1 — Distribution de la population du rio Xié selon son origine ethnique (MEIRA, 1993).



Chaque village est entouré d'un jardin-verger aux nombreuses espèces fruitières ; ici, des palmiers *açáís* (*Euterpe precatoria*).



53 % de la population du fleuve. Là, on ne boit ni ne fume, du moins publiquement, et les fêtes du *cachiri*, c'est-à-dire de bière de manioc, et les *dabucuris*, cérémonies traditionnelles, n'existent plus ; des réunions de fidèles les remplacent. Toutefois, en cas de maladie, les habitants recourent toujours aux guérisseurs des communautés catholiques, dont la pratique s'appuie sur l'usage du tabac, de l'hallucinogène *paricá* et sur les prières ou les chants.

En amont de Cumati, les villages de Tunu, Umarituba, Tucano et Anamuim sont catholiques ; ils regroupent l'autre moitié de la population. Les fêtes catholiques, dont certaines sont accompagnées de chants en latin transmis oralement depuis le XVIII^e ou le XIX^e siècle, y coexistent avec la mythologie et les savoirs indigènes. Cette division religieuse du fleuve n'empêche pas les mariages entre gens de l'amont et de l'aval des rapides de Cumati. Les relations sont en général amicales. Néanmoins, depuis 1989, date de la création de l'Association des communautés indigènes du rio Xié (Acirx¹) dirigée par des protestants, quelques mésententes ont surgi entre cette organisation et la population d'un village de l'amont, mésententes souvent attisées par les commerçants locaux ou par le responsable de la *Fundação Nacional do Índio* (Funai).

¹ Fondée en 1989, l'Association des communautés indigènes du rio Xié (Acirx) représente neuf communautés, soit approximativement 610 personnes originaires de différents groupes ethniques (Baré, Werekena, Baniwa et Tukano). Son siège se trouve dans le village de Vila Nova. Affiliée à la Foirn (Fédération des organisations indigènes du haut rio Negro), l'Acirx lutte pour la démarcation de la région du haut rio Negro comme réserve indigène d'un seul tenant et pour l'amélioration de l'assistance en matière de santé et d'éducation.

Mais, d'amont ou d'aval, toute la population indigène du rio Xié travaille chaque année dans les *piaçabais*. D'octobre à février, les familles résident au village, y pratiquent une agriculture de subsistance, chassent, pêchent, collectent divers fruits et se préparent aux longs séjours en forêt nécessaires à la collecte de la fibre. Le voyage jusqu'aux zones d'exploitation, loin en amont sur le fleuve, peut prendre jusqu'à deux mois. De mai à septembre, c'est le *fábrico*, ou saison d'exploitation ; quelques commerçants remontent le fleuve pour charger les bottes de fibres. L'exploitation de la *piçaba* s'intègre ainsi au cycle annuel des activités des Werekena et des Baré et à leur vie économique et sociale.



Le palmier *Leopoldinia piassaba* croît en peuplements denses, les *piaçabais*. La première étape de l'exploitation consiste à couper les feuilles afin de dégager le manchon de fibres issues des gaines foliaires. Un *piçabteiro* collecte une quarantaine de kilos de fibres au cours d'une journée de travail.

Une histoire ancienne...

Les Werekena et les Baré sont en contact avec les Blancs depuis au moins la première moitié du XVIII^e siècle ; par l'extractivisme et les relations commerciales qui y sont liées, les Indiens ont eu accès à quelques biens manufacturés qui, peu à peu, se sont totalement intégrés à leur vie domestique. Mais ces échanges ont aussi forgé un certain type de relations sociales, politiques et économiques entre eux et les Blancs. Davantage qu'un système économique, l'*aviamento* est une culture profondément enracinée dans l'imaginaire qui imprègne la vie des Indiens comme celle des Blancs du haut rio Negro.

Au début du XIX^e siècle apparaissent sur le rio Negro les premiers commerçants itinérants fluviaux, les *regatões*. Des abus sont signalés : une lettre de 1821 du président de la province du Pará au juge du rio Negro demande de « punir sévèrement les commandants et autorités, qui maltraitent les Indiens, et ces marchands qui les trompent dans leurs échanges, discréditant ainsi la morale qu'on prétend leur inculquer » (SILVA, 1833).

Ces échanges sont décrits un siècle plus tard par l'ethnologue Curt NIMUENDAJU (1927) :

« Tous ceux qui négocient avec les Indiens savent parfaitement que, à part quelques rares exceptions, aucun d'entre eux ne rembourse de son propre chef ce qu'il doit, si ce n'est sous la pression plus ou moins forte exercée par le créancier. Cependant, au lieu de refuser [de vendre des marchandises] en l'absence d'un paiement comptant, le commerçant pousse l'Indien à l'endettement car il prévoit d'obtenir ainsi le « droit » de retenir en captivité son débiteur et de l'obliger à un règlement selon des conditions qu'il imposera. L'Indien se retrouve ainsi dans des conditions pires que celles d'une captivité, légale, car il ne constitue pas pour son maître un objet ayant une valeur intrinsèque qui ferait partie de ses biens mais seulement la valeur de cette dette [...]. Je doute qu'il y ait parmi eux [les Blancs] un seul ami des Indiens capable de mettre leurs intérêts au-dessus de ses propres bénéfices et de ses bonnes relations personnelles dans la région. Beaucoup d'entre eux déploient même de grands efforts pour se faire nommer délégués du SPI [Service de protection des Indiens], convaincus que cette charge, entre leurs mains, étendra leur pouvoir sur les Indiens, ils tentent aussi d'évincer les autres prétendants à cette position. Les quelques civilisés qui se trouvent dans cette région sont, ou ont été, négociants et *balateiros* [commerçants de *balata*] et sont pervertis par le système décrit ci-dessus. »

De fait, comme le souligne Nimuendaju, il est souvent difficile dans l'histoire régionale de distinguer les commerçants des autorités et vice-versa. Ce sont les deux aspects d'une même réalité qui était — et est encore — celle d'une exploitation violente et abusive du travail indigène.

... et mouvante

Entre le Brésil et le Venezuela

Cette situation de violence a atteint non seulement les Werekena et les Baré du Xié mais aussi leurs parents du Venezuela. La tradition orale nous raconte leurs migrations de part et d'autre des deux pays : le grand-père de Pedro, 73 ans, actuel *capitão* du village Anamuim, travaillait dans la *seringa* et habitait à Castanhal, juste en amont de Barcelos, sur le moyen rio Negro. Un conflit l'en a fait fuir. Il a remonté plusieurs fleuves jusqu'au Cassiquiare au Venezuela. Le père de Pedro, lui, est né à l'embouchure du rio Tomu, affluent du Guainía en Colombie, où le grand-père s'était installé. Fuyant la guerre de Arévalo de 1914 qui se déroulait au Venezuela tout proche, le père de Pedro est venu à pied jusqu'au rio Xié dans l'intention de redescendre ce fleuve puis le rio Negro et de retourner à Castanhal. Mais sa rencontre sur le Xié avec des parents qui, eux aussi, avaient fui de Castanhal avec le grand-père, l'a décidé à rester sur le Xié.

Divers voyageurs attestent cette violence et les déplacements qu'elle a engendrés. Le comte italien STRADELLI (1889), à sa descente du rio Negro de Cucuí à Manaus en 1881, fait état du rio Xié comme d'une région déserte :

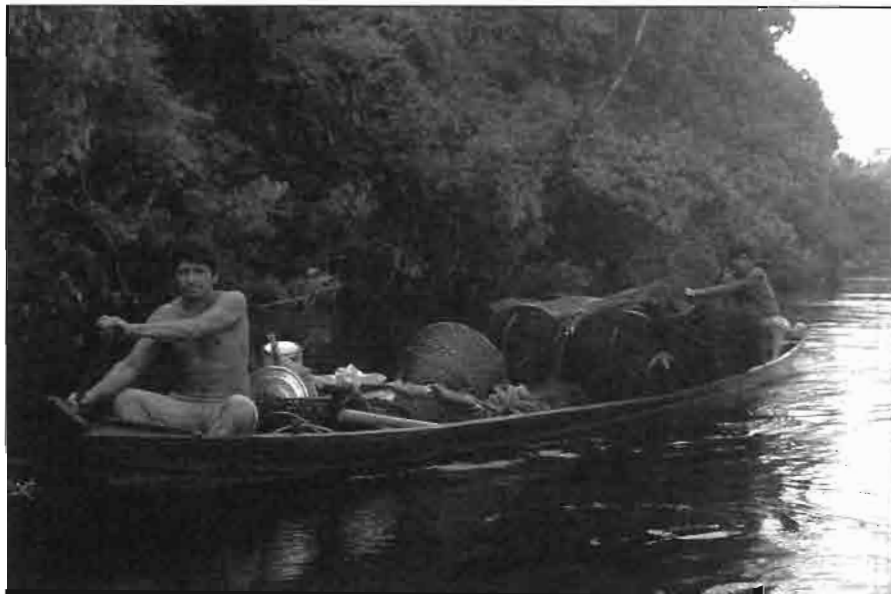
« ... À la nuit nous arrivâmes à l'embouchure du rio Xié, affluent de la rive droite [du rio Negro]. Les quatre maisons et la chapelle, qui forment aujourd'hui le village de São Marcellino, sont tout ce qui reste du prospère village de quatre cents maisons qui s'élevait à cet emplacement [...]. Tout est à l'abandon ; le bas Xié, peuplé autrefois de nombreuses tribus parmi lesquelles prédominaient les Baniwa, est presque désert. »

Mais le comte n'a pas parcouru le Xié, et il est vraisemblable que de nombreux Indiens y vivaient, loin en amont ou sur ses petits affluents, à l'abri des Blancs. Cette description témoigne néanmoins d'une baisse de la population et de migrations de part et d'autre du Brésil et du Venezuela.

Le récit de l'ethnographe allemand KOCH-GRÜNBERG (1909-1910) dépeint une situation identique, une vingtaine d'années après le passage de Stradelli :

« Les Uarekena, Uerequena ou Aeroquena, autrefois peuple prospère et nombreux de la mission du rio Negro, vivent maintenant surtout à Guzmán Blanco, au Caño San Miguel et dans un petit village du Guainia [Venezuela] mais aussi à la mission de San Marcelino [Brésil]. Les autres Uerekena sont mêlés aux Karutana [de langue baniwa] de l'Içana et du Xié. »

La collecte
de la *piçaba*
requiert de longs
séjours en forêt
dans des zones
reculées.



Koch-Grünberg, comme Stradelli, n'a pas remonté le Xié et ses données sont probablement tout aussi incomplètes. Elles laissent cependant supposer qu'une grande partie des Werekena aurait migré autour des années 1850, de l'Içana et du Xié vers le Venezuela, s'établissant sur le Guainia et le Caño San Miguel. Il semble y avoir de continuel va-et-vient de part et d'autre des frontières selon les conflits locaux et les exactions des commerçants de *piçaba*. La mémoire orale indigène le confirme :

« Autrefois, les gens se déplaçaient beaucoup, selon les menaces des Blancs. Plusieurs parents de ma mère ont ainsi fui du Venezuela quand il y a eu la révolution. Au Brésil, c'était la même chose [...]. Sur le Xié, quand les Indiens entendaient parler d'une menace de la part des Blancs, ils partaient en vitesse, loin en amont sur les affluents et restaient là deux ou trois ans. Ils ne redescendaient que lorsqu'ils étaient prévenus, par quelqu'un de confiance, que la situation était redevenue normale. »

La population du Guainía (Venezuela) décroît de manière substantielle à partir de 1906 et jusque vers 1915-1920 en raison des « innombrables mouvements révolutionnaires locaux qui les [les Indiens] ont poussés à partir du pays » et aussi des « heurts qu'il y a eu avec des fonctionnaires et des personnes qui spéculent sur leur compte et qui les rendent farouches, méfiants et insociables » (TAVERA-ACOSTA, 1927). Une description saisissante des rapports entre Indiens et commerçants est donnée par MATOS ARVELO (1912) :

« J'ai vu s'effectuer des transactions réellement léonines au cours desquelles notre malheureux Indien était volé sans pitié par de vulgaires et vils marchands dignes seulement d'une prison et d'une chaîne à leur pied.

Le commerce avec les Indiens, comme il est pratiqué actuellement sur le Territoire d'Amazonas, a eu comme funeste conséquence l'esclavage de ceux-ci par le biais de la dette, d'où la disparition ou la décadence des villages de ces régions, car les maîtres ne laissent pas les Indiens vivre dans leurs foyers ; ceux-ci à la fin, désespérés par une si odieuse et injuste tyrannie, s'enfuient au Brésil, en abandonnant leurs villages et leur patrie pour rechercher la tranquillité et l'exercice de leurs droits naturels d'hommes libres dans un pays étranger, où ils sont réduits à l'esclavage par les Blancs de là selon le même système qu'ici. »

Les Indiens qui se fixèrent sur le Xié entre 1910 et 1935 durent encore affronter non seulement la violence des commerçants acheteurs de *piaçaba*, de caoutchouc et de *sorva* mais aussi celle des militaires de Cucuí (KOCH-GRÜNBERG, *op. cit.*). Cependant, l'exploitation de ces produits et les exactions des commerçants sur le Xié sont certainement bien antérieures à cette période. Un récit rapporté par SOUZA (1955) témoigne de l'ancienneté de l'activité commerciale dans la région. Le lieu-dit Fonte Boa, proche de l'actuel village de Yoco, « ... est enchanté, selon les dires des anciens habitants du Xié. On raconte qu'ici venaient des navires, beaucoup de gens, on y voyait des marchandises ».

De même, un descendant de Germano Garrido y Otero, important commerçant espagnol du haut rio Negro entre 1870 et 1920, raconte que « la production du Xié, c'est la *piaçaba*, depuis le temps des ancêtres. Autrefois, les vieux, mes grands-parents, mon père, en faisaient déjà. C'était de là [...], du Xié, que venaient les cordages de *piaçaba* ».

En 1928, le système économique sur lequel s'appuient les commerçants du Xié et d'autres régions est dénoncé par le Maréchal Boanerges Lopes de SOUZA (*op. cit.*), de la Commission brésilienne de démarcation des frontières :

La succursale de la maison
J.G. Araújo, à Santa Isabel,
témoigne de la puissance
économique de l'extractivisme
sur le rio Negro.
Construite en 1921,
elle a été abandonnée
il y a une vingtaine d'années.



« Ces hommes vivent sous le même régime que les *seringueiros* de l'Amazonas et de l'Acre. Ils travaillent pour des patrons dépourvus d'âme qui leur payent leur production à des prix infimes, et les endettent avec des marchandises à des prix éhontés. [...] Pour le calcul des marchandises fournies, la base est de 150 % des prix facturés à Manaus. Cependant, les patrons s'approvisionnent en échange de produits locaux (*piçaba*, *balata*, *seringa*) à Santa Isabel, à la filiale de la maison J. G. Araújo, qui pratique des prix de 20 % de plus que ceux de Manaus ou à São Gabriel dont les agios sont de 60 %.

Nous avons vu à Tonu une maison pleine de bottes de *piçaba*, c'était la récolte des clients de Valentim Garrido [fils de Germano Garrido y Otero] que nous avons rencontré deux jours plus tôt, en aval de Cumati. Il descendait avec deux grandes barques chargées de cette précieuse fibre extraite du Xié. Il travaille avec les Indiens de l'Içana et du rio Negro, liés de longue date aux Garrido. Le capitaine Cândido se dit, avec orgueil, maître des cordages. Ce *tuxaua* travaille aussi pour le général Ângelo Maria Bustos dont j'ai déjà parlé. Le prix sur lequel ils se sont mis d'accord est de 10 cruzeiros par pouce [de diamètre] pour un cordage d'environ 50 m. On en a fait jusqu'à 7 [pouces]. Cette industrie constitue le seul moyen de vie sur le Xié. Ceux qui ne s'y consacrent pas (à 0,60 cruzeiro le kilo, elle est d'ailleurs peu rémunératrice) vont travailler pour le compte de patrons de la *balata* sur l'Orénoque ou dans la région de Papunaua et de l'Inirida (territoire colombien).

Don Ângelo Bustos, Natividade Reis et les Garrido sont les patrons des gens du Xié. Le capitaine Cândido s'est plaint du général de la *balata* ; il m'a dit qu'il lui avait remis en 1927 cinq cents kilos de gomme (*seringa*) et en juin 1928, cinquante-cinq cordages et, depuis, n'avait pas reçu un seul real. J'ai vu cependant un compte courant de son patron sur lequel il était débiteur de 500 cruzeiros pour une machine à coudre qui ne devait pas coûter plus de 150 cruzeiros. »

Malgré ces conditions, de nombreuses familles indigènes vinrent du Venezuela s'installer sur le rio Xié ou sur le rio Negro, du côté brésilien. SOUZA (*op. cit.*) rencontre en 1928 sur le Xié ces *vénézuéliens* qui comptent des Werekena, des Baré et des Baniwa. Mais leur histoire mouvante ne s'arrête pas là, elle se poursuit, comme le racontent leurs descendants, dans les *piçabais* des affluents du moyen rio Negro.

D'amont en aval

À partir des années vingt-trente, plusieurs commerçants se succèdent sur le rio Xié pour exploiter leur clientèle indigène. Ils enrôlent les Indiens pour aller travailler dans d'autres régions, sur les rios Preto, Padauari et Jurubaxi, affluents du moyen rio Negro :

« Lors de la hausse du caoutchouc — en 1921 —, de nombreux habitants du Xié, attirés par l'abondance de ce produit sur le rio Padauari, y émigrèrent, conduits par des *seringueiros* qui les aidaient pour l'approvisionnement et le transport ; mais le Padauari était le repaire de la mort ! Les fièvres et le béri-béri décimèrent presque tous ceux qui, séduits par l'espoir de gagner de l'argent, pénétraient dans ses forêts. La paludisme a balayé des centaines de vies. » (SOUZA, 1955).

Le témoignage du scientifique José Cândido de Melo CARVALHO (1952) montre que, en 1949, la situation est toujours la même :

« Tous ceux avec qui j'ai parlé ici [sur le moyen rio Negro] sont unanimes pour affirmer que des Blancs d'ici surexploitent les Indiens, les forçant à vivre dans des conditions de véritable esclavage. Ils remontent les rivières, les embauchent pour trois mois et, une fois dans le moyen ou le bas rio Negro, les retiennent pour trois ans ou plus. Le prétexte est toujours le même : le paiement de dettes inexistantes, inventées de toutes pièces sur le papier, la liste est composée d'objets sans valeur aucune, au mieux des bricoles pour enfants, et qui sont vendus à des prix astronomiques. »

Ce n'est pas la tradition orale qui contredirait ces témoignages. Un vieux Baniwa, qui vit aujourd'hui sur le moyen rio Negro, raconte que son patron, connu sous le nom de Sergent Guilherme, ex-commandant mili-

taire de Cucuí, avait emmené des familles indiennes des rios Xié et Içana dans les *piçabais* du Paduari ; certaines n'en revinrent jamais, d'autres réussirent à échapper à leur captivité. L'emprise de ce sergent s'était étendue jusqu'aux Yanomami qui vivaient alors sur ce fleuve dans un village d'environ deux cents personnes.

Âgé aujourd'hui de 53 ans, le fils de Manoel Baltazar, seul rescapé originaire du Xié, raconte leur fuite :

« Un mauvais patron, oui. On travaillait pour lui et il ne faisait jamais nos comptes ; alors, on ne pouvait pas partir. On prenait des marchandises, on allait travailler, mais il ne faisait pas les comptes. Je suis même parti de là et il ne les a toujours pas faits. C'était avec mon père. À dire vrai, on s'est enfuis. Il était parti à Manaus, alors on en a profité pour revenir [sur le Xié]. On est partis de nuit, pour passer devant sa maison ; nous, on vivait un peu en amont, sur notre terrain [...]. [D'ici,] il n'y avait que moi, mes cousins [qui y étaient] sont tous de Anamuim. Et mon père aussi, il était malade à cette époque. Les autres que le sergent avait emmenés sont tous restés là, on a été les seuls à revenir.

Comme je l'ai déjà dit, il ne faisait pas nos comptes. Personne ne pouvait sortir de là. On travaillait tout le temps, et le temps passait, été, hiver, et on était toujours dans la *colocação*. [...] On a mis un mois et quinze jours, du Paduari à ici, à remonter le fleuve à la rame. »

Tous les autres moururent de maladie, principalement de malaria. Contrôle physique mais aussi pression économique interdisait toute velléité d'indépendance. Le patron refusait de clore le compte de son client même si celui-ci désirait le solder avec une production importante de fibres, gomme, etc. Le Sergent Guilherme imposait ses conditions par la force, avec l'aide de ses hommes de main.

De nos jours, six commerçants, des patrons, dont deux drainent l'essentiel de la production de *piçaba*, sillonnent le Xié. La vente se fait au village ou près des lieux d'exploitation mais elle n'a lieu qu'une fois la fibre conditionnée en *piraibas*, longues bottes de *piçaba* soigneusement liées.

Le patron contrôle toutes les opérations de la transaction. Chaque *piraiba* est pesée sur sa balance, instrument emblématique de son pouvoir. Un décompte, la *tara*, de 25 à 30 % est ensuite pratiqué sous prétexte de

Indiens et commerçants aujourd'hui

Une économie de troc

l'humidité contenue dans les fibres. Les quantités « vendues » sont inscrites dans le cahier des comptes face au nom du collecteur et à la liste de ses précédentes acquisitions.



La préparation des *piratbas* requiert un temps à peu près équivalent à celui de la collecte de la fibre. Les bottes sont liées avec du *cipó-ambé*, racines aériennes d'Aracées du genre *Philodendron*.

Il existe quelques variantes dans les modalités de troc selon les lieux. En amont, près des zones d'exploitation, le patron a toujours des marchandises diverses à proposer à ses clients (coupon de tissu, chemise, sel, sucre, biscuits, bonbons, vaisselle, piles, etc.) dont lui seul évalue le prix en kilos de *piçaba*. Les nouveaux achats du collecteur sont additionnés à ses éventuels débits antérieurs. Mais la *piçaba* n'est pas le seul produit échangé ; les produits de la chasse et de la pêche constituent une autre valeur d'échange (la viande est revendue à São Gabriel da Cachoeira, principale ville de la région, toujours demandeuse). Les biens manufacturés sont devenus des articles de première nécessité pour les Indiens et cette dépendance, déjà ancienne, les incite à vendre leurs maigres ressources en protéines pour se les procurer. Cette situation mène à un endettement généralisé. En 1992, à Anamuim, tous les habitants devaient à un commerçant ou à un autre l'équivalent de 150 à 1 000 francs, soit entre 0,3 et 1,5 tonne de *piçaba*.

Plus en aval sur le Xié, la *piçaba* perd de son importance comme valeur d'échange au profit de la farine de manioc. Cette farine est revendue aux

piçabeiros qui sont en forêt et qui ont épuisé leur propre stock. L'achat de cet aliment de base contribuera à alourdir la dette des Indiens auprès du patron. Tout est inscrit dans le fameux cahier.

Le commerçant a un double statut. D'un côté, c'est un patron, qui troque des biens manufacturés contre des produits extractivistes selon le système de l'*aviamento*, mais son activité ne s'arrête pas là. C'est aussi un *regatão*, qui échange une large gamme de denrées ou d'objets produits par les Indiens contre des biens achetés à Manaus.

C'est un personnage sur le fleuve. Où qu'il s'arrête, on lui offre à manger, ne serait-ce qu'une bouillie de farine de manioc et d'eau. Des relations de parrainage avec les enfants de ses clients confortent son assise locale. À son arrivée dans un village, enfants et jeunes sollicitent sa bénédiction. Cette familiarité peut prendre un autre ton avec les jeunes filles et les filles célibataires du village, et sa descendance est nombreuse sur le fleuve.

Les commerçants sont souvent des descendants des premiers occupants blancs de la région, Espagnols, Portugais, Vénézuéliens, qui se sont mariés avec des femmes indiennes, surtout du groupe baré. Ils parlent la *Língua Geral*, langue véhiculaire locale, connaissent parfaitement tous les affluents du fleuve et s'affirment comme étant de la région, ce qui leur confère un certain pouvoir local.

Portrait d'un patron

Le patron remonte plusieurs fois par an les affluents du rio Negro où est exploitée la *piçaba*.



Les rapports avec les Indiens, au moment des transactions, semblent sereins. On parle à voix basse, en *Lingua Geral*, mais il émane une certaine tension malgré les formules d'amabilité ou les commentaires sur les difficultés de la vie qui sont échangés. Le patron récrimine souvent contre son autre patron, celui de Manaus, de Rio de Janeiro ou de São Paulo, qui déplore la mauvaise qualité de la dernière cargaison de fibres ; il se pose ainsi en simple intermédiaire entre le collecteur et l'acheteur.

En privé, les clients se plaignent de l'inégalité de l'échange, des conditions très pénibles du travail (éloignement des lieux d'habitation, isolement, dangerosité du travail en forêt, etc.) avec pour résultante une rémunération dérisoire de la *piçaba* et un prix exorbitant des marchandises. Le paiement d'une dette n'est pas seulement une simple injonction économique, une valeur sociale lui est aussi attachée : « Celui qui est un homme doit payer seul sa dette » dit l'un d'entre eux, fustigeant ainsi ceux qui n'obéissent pas aux règles de l'*aviamento*. Avec un remboursement en temps voulu, le client obtiendra un nouveau crédit et gagnera aussi un certain prestige auprès de ses pairs.

À São Gabriel, centre commercial régional, la *piçaba* est déchargée à terre, en amont des rapides qui barrent le fleuve. Elle est négociée avec d'autres patrons, plus importants, qui vivent à Manaus et sont en contact avec les acheteurs de Rio de Janeiro ou de Belém. Les bottes de fibres, après avoir été transportées par camion jusqu'à Camanaus, en aval des rapides, reprennent le fleuve à destination de Manaus et Belém puis la route vers le sud du Brésil.

Aujourd'hui, le pouvoir des patrons est remis en cause par l'émergence de groupes organisés comme l'Acirx et les conflits sont nombreux. La réponse des commerçants à ce pouvoir émergent est le dénigrement de l'Association, la création de divisions internes par le colportage de rumeurs diverses.

Une autonomie difficile

Depuis quelques années, les Indiens tentent de contrôler le transport du produit de leur collecte des lieux d'exploitation à São Gabriel, d'où une rupture avec la situation de monopole du patron. Ce changement est dû à leur organisation politique en association mais aussi à la détermination de certaines communautés à être autonomes pour le transport de leur *piçaba* ou d'autres denrées. Cette fibre, après avoir été au centre du processus d'asservissement des Indiens du haut rio Negro, devient un des enjeux de leur autonomie.

Aujourd'hui, il faut s'interroger sur la structure et le fonctionnement de son système de production et de commercialisation. L'*aviamento* fait partie d'une culture solidement ancrée, tant du côté des patrons, descendants des commerçants du XIX^e siècle, que des Indiens, exploités depuis plusieurs générations. Les deux sont liés par cette même culture que nous qualifions de faussement non-violente. Elle s'appuie sur des relations de type clientéliste et paternaliste et est consolidée par une absence quasi totale de l'État dans le domaine des transports, de la santé ou de l'éducation.

Piraibas entreposées sur le port de Barcelos avant d'être expédiées vers Manaus. En 1992, 830 tonnes de *piçaba* ont été exploitées sur le rio Negro. Elles représentaient une valeur d'environ 160 000 dollars, soit 90 % de la valeur totale des produits extractivistes de cette même région (données CODEAMA, 1992).



Cette culture risque de se perpétuer dans les organisations indigènes émergentes et de rendre irréalisable la création de coopératives ou de réseaux commerciaux locaux. Des projets de ce type peuvent, en outre, cristalliser des conflits entre communautés. Ainsi l'Acirx a obtenu en 1993, par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales européennes, un bateau pour le transport des gens et de la *piçaba*. Les responsables de l'Association, alors composée d'habitants de deux communautés seulement, ont été accusés d'utiliser l'embarcation pour leur propre compte. Un précédent existe avec le bateau obtenu par l'intermédiaire de la Funai, théoriquement d'intérêt collectif mais utilisé par un seul village. De petits groupes de responsables indigènes locaux, porteurs d'un discours communautaire, obtiennent d'institutions officielles

ou d'ONG des moyens de transport. Mais ces embarcations sont rapidement monopolisées par quelques leaders indigènes qui renforcent leur position ou deviennent de fait des patrons, perpétuant ainsi ce système. Comment éradiquer, et non reproduire sans fin, cette culture de la violence dissimulée ? Tel est le défi que doivent relever aujourd'hui les Indiens du haut rio Negro, leurs organisations et leurs alliés.

Références

ALDEN (D.), 1974 — *O significado da produção de cacau na região amazônica no fim do período colonial : um ensaio de história econômica comparada*. Belém, Universidade Federal do Pará, NAEA, 52 p.

CARDOSO DE OLIVEIRA (R.), 1964 — *O Índio e o Mundo dos Brancos*. São Paulo, Difusão Européia do Livro, 143 p.

CARVALHO (J. C. DE M.), 1952 — *Notas de Viagem ao Rio Negro*. Rio de Janeiro, Universidade do Brasil, 92 p.

CODEAMA (Coordenadoria de Desenvolvimento do Estado do Amazonas), 1992 — *Dados estatísticas*. Manaus, Codeama.

KOCH-GRÜNBERG (T.), 1995 [1909] — *Dois anos entre los indios : viajes por el noroeste brasileño, 1903-1905*. Santa Fé de Bogotá, Editorial Universidade Nacional, vol. I, 364 p., vol. II, 405 p.

MATOS-ARVELO (M.), 1912 — *Vida Indiana*. Barcelona, Casa Editorial Maucci.

MEIRA (M.), 1993 — *O Tempo dos Patrões : extrativismo da piaçava entre os Índios do rio Xié (alto rio Negro)*. Campinas, Universidade Estadual de Campinas, Dissertação de Mestrado, 127 p.

MURPHY (R.), 1960 — *Headhunters heritage*. Berkeley, University of California, 202 p.

NAÑEZ (O. G.), 1972 — *Los Guarequena*. Caracas, Tese de Mestrado, 486 p.

NIMUENAJU (C.), 1927 — Reconhecimento dos rios Içana, Ayari e Uaupés. *Journ. Soc. Amér.*, 39 : 125-182.

OLIVEIRA FILHO (J. DE P.), 1979 — O caboclo e o brabo : notas sobre duas modalidades de força de trabalho na expansão da fronteira amazônica no século XIX. Rio de Janeiro, *Encontros com a Civilização Brasileira*, 11 : 101-140.

SANTOS (R.), 1980 — *História Econômica da Amazônia (1880-1920)*. São Paulo, Queros Ed., 358 p.

SILVA (I. A. DE C.), 1833 — *Corografia Paraense ou descrição física, histórica e política da província do Gram-Pará*. Bahia, 122 p.

SOUZA (B. L. DE), 1955 — *Índios e explorações geográficas*. Rio de Janeiro, Ministério da Agricultura, 178 p.

STRADELLI (E.), 1889 — Dal Cucuhi a Manaus. *Bollettino della società geografica italiana* : 6-26.

TAVERA-ACOSTA (B.), 1927 — *Rio Negro : reseña etnográfica, histórica y geográfica del territorio Amazonas*. Maracay, 440 p.

WAGLEY (C.), GALVÃO (E.), 1955 — *Os Índios Tenetehara*. Rio de Janeiro, MEC, 235 p.

WOLF (E.), 1987 — *Europa y la gente sin historia*. México, Fondo de Cultura Económica, 606 p.

Meira M. (1996)

Les indiens du rio Xié et la fibre de la forêt

In : Emperaire Laure (ed.). La forêt en jeu : l'extractivisme en Amazonie centrale

Paris (FRA) ; Paris : ORSTOM ; UNESCO, 27-42. (Latitudes 23).

ISBN 2-7099-1334-8